

1980	Source : <i>Points critiques</i> N° 4 juin 1980
-------------	---

Quelle paix au Moyen-Orient ?

Débat entre David Susskind & Marcel Liebman

Le Cercle du Libre-Examen de l'U.L.B. a organisé fin février, un étonnant débat sur ce thème. Etonnant à plus d'un titre, primo parce qu'on pouvait croire un thème pareil relégué dans les fossés de l'oubli et que cela fait bien longtemps qu'une organisation non juive ne l'a plus mis à l'ordre du jour. Et pourtant il y a eu un monde fou. Deuxièmement parce qu'il confrontait l'inconciliable, en l'occurrence David Susskind, sioniste de gauche, membre du Congrès juif mondial, du Comité de Coordination des Organisations Juives de Belgique et Marcel Liebman, historien et militant juif antisioniste. Diable quel débat en perspective ? Débat qui eut été impossible il y a quelques années seulement.

La paix maintenant par David Susskind

On peut analyser la situation et les possibilités de paix au Proche-Orient de toutes les manières possibles, on butte toujours sur le même obstacle majeur : « Comment surmonter le double refus, l'un palestinien, l'autre israélien ? » Le jour où les dirigeants de chaque peuple comprendront que la solution de leur problème dépend de la solution au problème de l'autre, tout sera possible. L'existence d'un Etat d'Israël en paix dépend de l'existence d'un Etat palestinien et les conditions pour la création d'un Etat palestinien souverain dépendent de l'Etat souverain d'Israël et c'est cette double acceptation qui seule pourrait mener à une solution définitive du conflit.

Si on envisage les options possibles pour une solution au conflit israélo-palestinien, je considère qu'il y en a trois et non pas une quatrième.

Ces trois options sont :

La Grande Palestine, le Grand Israël ou deux Etats côte à côte. Analysons maintenant ces trois options.

Premièrement analysons « la Grande Palestine » ou, si l'on veut, la Palestine laïque et démocratique. Cette solution serait envisageable si l'on ne tenait pas compte ni de la réalité actuelle, ni de la volonté de la nation israélienne qui n'est prête, sous aucune condition, à renoncer ni à son Etat, ni à sa souveraineté. Elle s'est

autodéterminée depuis longtemps et la création de l'Etat d'Israël sur la terre d'Israël n'est pas due au hasard. Depuis toujours le peuple juif a aspiré au retour à sa terre ; durant près de 2000 ans, depuis leur exode après la destruction du second temple, les Juifs ont prié et clamé : « L'An prochain à Jérusalem ». Ignorer ce fait, c'est fausser les données du problème. Ce n'est pas en 1948 ou en 1927 ou encore en 1897, avec la fondation du sionisme politique qu'a été pensée l'idée d'un Etat juif. Les Juifs, dans leur coeur, n'ont jamais quitté Jérusalem, qui symbolisait leur liberté perdue mais aussi la réponse aux pogroms et l'espérance. Jérusalem, c'était plus qu'un morceau de terre, une ville, les ruines d'un temple ou de monuments, c'était tout ce dont le peuple juif rêvait, tout ce à quoi il aspirait dans les moments de joie ou de douleur, dans les cérémonies des naissances ou les enterrements. L'aspiration du peuple juif à sa souveraineté ne s'est jamais démentie et n'a jamais été abandonnée. Les dirigeants palestiniens, et leurs amis ignorant ce fait, font bon marché d'un fait national important. Ils se heurtent alors à tout le peuple juif qui lui, quelles que soient ses tendances, n'est plus prêt à abandonner sa souveraineté retrouvée. On ne peut envisager l'option de la Grande Palestine que dans l'oppression, l'esclavagisme, l'occupation et cette option est tellement irréaliste que tout homme sensé, quel que soit le camp où il se trouve, se doit de la rejeter.

Prenons maintenant la deuxième option, celle du Grand Israël. Si le Grand Israël voulait tenir compte seulement du peuple juif, ce serait une possibilité, pas juste, puisqu'elle se baserait sur l'oppression d'un peuple par un autre, mais ce ne serait pas naturellement une solution pour le peuple palestinien qui perdrait définitivement l'espoir d'avoir sa souveraineté et sa liberté d'établir un Etat dans les structures qu'il voudrait se donner. On ne peut en effet avoir la paix en gardant les territoires. On pourrait naturellement envisager l'occupation éternelle de la Cisjordanie et de Gaza, avec le droit à l'autodétermination pour les hommes palestiniens et non leur droit sur la terre, où les Palestiniens auraient le choix entre la nationalité israélienne ou la nationalité jordanienne mais pas le droit d'être Palestinien sur leur territoire puisque le Grand Israël ne permet pas l'existence d'un Etat palestinien. A la longue il devra préconiser la disparition du peuple palestinien parce qu'aussi longtemps que celui-ci existera, il aspirera à son autodétermination et luttera par tous les moyens, jusqu'au terrorisme avec en retour le cycle infernal du contre-terrorisme et de l'oppression. Par ailleurs il faut aussi envisager l'aspect moral du problème. Nous, Juifs, qui comprenons tellement bien notre cri : « L'An prochain à Jérusalem », comment ne comprendrions-nous pas que les Palestiniens de Jéricho, de Hébron ou de Bethléem veulent avoir leur propre Etat ? Et puis amenés à être des occupants, nous serions forcés d'organiser le travail de ces populations et qu'est-ce que le travail dans les régions occupées si pas une exploitation féroce ? On en arrive alors à être inéluctablement à cette situation dramatique où les bâtisseurs de la nouvelle Jérusalem ne sont plus des Juifs mais des Palestiniens. L'interdépendance de l'occupé et de l'occupant devient telle qu'on ne sait plus lequel

dépend de l'autre. La solution du grand Israël est donc à rejeter parce que Israël ne pourra plus rester un Etat démocratique ni un Etat juif. Il ne sera pas démocratique ; parce qu'il devra dominer une minorité arabe aujourd'hui de 40%, demain de 50% et après-demain, majoritaire. Il ne sera plus un Etat juif non plus parce que, s'il donne les droits aux arabes dans le parlement israélien, demain 40% des députés seront palestiniens, ensuite 45% et on aurait enfin un Etat juif avec une majorité arabe. Ce ne serait plus un Etat juif. Nous devons donc rejeter avec détermination mais aussi avec courage les principes du Grand Israël. Ceux qui le préconisent, préconisent *de facto* la disparition de l'Etat juif et non seulement mettent fin à tout espoir de paix et à la longue sont les destructeurs de l'Etat d'Israël. Nous devons donc les combattre avec la dernière énergie.

La troisième option préconise deux Etats souverains se développant côte à côte dont je dis tout de suite que c'est la seule optique réaliste et acceptable. Réaliste parce qu'elle peut conduire à la paix si on rejette les deux camps du refus et qu'on se met à table dans l'esprit de la double acceptation. Moralement acceptable parce qu'elle se base sur le principe même que chaque peuple a un droit, qu'aucun des deux ne doit renoncer ni à sa souveraineté, ni à sa liberté. Pourquoi l'Etat d'Israël et, à côté de lui, l'Etat palestinien ne pourraient-ils pas se développer parallèlement, en collaborant dans le domaine économique, en passant peut-être de l'acceptation mutuelle à l'amitié ?

Il n'y a pas de peuple voué à la lutte éternelle, à la guerre ; on a vu dans l'histoire, des peuples se combattre et puis faire la paix, pas seulement une paix des gouvernements mais la paix des coeurs. Qui pourrait se rappeler aujourd'hui, à part les historiens, qu'entre la Hollande et la Belgique naissante, il y avait des dizaines d'années de guerre. Une guerre entre la Hollande et la Belgique est-elle seulement concevable aujourd'hui ?

L'Angleterre et la France doivent-elles se faire la guerre parce que dans le passé le roi d'Angleterre posséda des territoires en France, et que les deux peuples se firent une guerre de Cent Ans ?

Et aujourd'hui, l'Allemagne et Israël n'entretiennent-elles pas des relations normales, moins d'un demi siècle après l'holocauste ?

De jeunes allemands peuvent-ils aujourd'hui en 1980, concevoir que leurs parents ont construit et utilisé les chambres à gaz ?

Alors, pourquoi ne pas pouvoir envisager qu'au Proche-Orient, cela aussi est possible, Que les dirigeants palestiniens et israéliens puissent, dans le réalisme retrouvé, s'asseoir à la table des négociations et partager ce gâteau sur lequel tous les deux ont le même droit et, au lieu d'avoir deux camps du refus, d'avoir deux camps de l'acceptation mutuelle. Cette solution est pour moi, la seule réalisable et réaliste et la seule aussi qui puisse mener à la paix dans la région.

Pour que le processus de paix entre le peuple palestinien et le peuple israélien puisse commencer, il y a évidemment une condition. Pourquoi exiger au préalable, que les Israéliens acceptent le principe même d'un Etat palestinien qui contiendrait dans sa charte l'exigence de la destruction de l'Etat d'Israël ? Pourquoi demander des leaders palestiniens qu'ils reconnaissent au préalable l'Etat d'Israël ? Quel serait alors pour eux, l'objet de la négociation ?

Il faut une fois pour toutes que cesse ce cycle infernal dont on sort difficilement. C'est dans la négociation elle-même que réside la reconnaissance mutuelle. L'avenir de deux peuples est en jeu.

Aucun homme ne restera indifférent face à ce conflit. Tout ce qui concerne le peuple juif est nôtre. La lutte pour une paix juste et durable est l'affaire de tout le peuple juif.

L'ouverture ou le pourrissement

par Marcel Liebman

En son genre et à sa modeste échelle, une rencontre comme celle d'aujourd'hui, est un événement. Voici en effet qu'un dirigeant sioniste confronte publiquement ses idées avec un adversaire du sionisme et que leur dialogue s'avère constructif. Ce n'est pas qu'ils aient, l'un et l'autre, enterré leurs divergences ni qu'ils en sous-estiment l'importance. Il y a, au contraire, entre eux un désaccord fondamental sur la nature du sionisme que je continue, personnellement, à trouver dangereux. Dangereux et nocif pour les Arabes et les Palestiniens, cela va de soi. Mais dangereux aussi, fût-ce pour d'autres raisons et à un autre degré, pour les Juifs et les Israéliens. Mais dès lors qu'un sioniste comme David Susskind se déclare convaincu qu'il n'y aura de paix au Moyen-Orient que lorsque existeront deux Etats, côte à côte, Israël et une Palestine indépendante ; dès lors qu'il reconnaît sans la moindre ambiguïté, la nécessité pour Israël de négocier avec l'OLP, il n'y a pas lieu ni d'étaler ni de creuser une fois encore un différend, quel qu'en soit la profondeur. Il est plus fécond de se demander jusqu'où un homme comme Susskind et moi-même pouvons pousser nos convergences. Cela n'est ni une réconciliation sentimentale ni une négociation diplomatique, mais une tentative honnête et franche de déblayer le chemin qui mène, qui pourrait mener à la paix israélo-arabe. Je sais bien qu'on attend autre chose d'un débat : la réaffirmation, la plus vigoureuse possible et la plus tranchante, de principes déjà connus afin de démontrer la justesse de la cause qu'on défend et de coincer son contradicteur. C'est un peu la règle des joutes oratoires. Au risque de décevoir certains, je ne compte pas m'y plier. Et tant pis pour les amateurs de boxe. Ils se trouveront d'autres spectacles et d'autres occasions de se rincer l'oeil.

Nous n'en sommes plus à l'heure des refus absolus entre Israéliens et Arabes (Palestiniens). La présence à une tribune d'un responsable sioniste et d'un critique du sionisme a, de ce point de vue, valeur de symbole. Les choses, lentement, bougent et se mettent en marche. C'est d'autant plus important que nous venons de loin, d'un blocage complet. D'un côté la négation totale des Palestiniens. « Ils n'existent pas » déclarait il y quelques années Golda Meir. Comment reconnaître des droits à des fantômes ou à un mythe ? Pas de droit aux Palestiniens par conséquent. Et du côté arabe, une attitude symétrique qu'a longtemps reflétée – et que reflète parfois encore – la description d'Israël comme un « Etat fantôme », un « soi-disant Etat », si tant est que l'on consentait à utiliser l'expression d'« Israël » car, en soi, cela apparaissait déjà comme une première forme de reconnaissance. Sans vouloir entamer une polémique, je dois cependant faire remarquer que cette symétrie dans le refus ne m'a jamais conduit à rejeter dos à dos les deux camps en présence. Il y a à cela plusieurs raisons. Je n'en

citerai qu'une seule : dans cette confrontation entre Israéliens et Palestiniens, ce sont ces derniers qui sont les opprimés et il n'est ni juste ni intelligent de traiter de la même façon les opprimés et les oppresseurs. A quoi j'ajouterais qu'il y a, à mon sens, dans le refus israélien quelque chose qui tient à la nature même de l'entreprise sioniste, décidée à créer en terre arabe, un Etat juif, « aussi juif que l'Angleterre est anglaise ».

Les choses bougent, mais on n'en persiste pas moins à renvoyer dos à dos les adversaires. Malgré l'assouplissement que l'on peut constater, on prétend aujourd'hui qu'à l'extrémisme du gouvernement israélien correspond celui de l'O.L.P. Une fois encore je crois que cette observation n'est pas fondée et fait peu de cas de différences importantes. C'est vrai que des Israéliens ont enfin reconnu que les Palestiniens ont le droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat à côté - non à la place - de Israël. Il y a sur le plan parlementaire, outre les députés du Parti communiste ceux du Sheli (ils sont deux) et quelques francs-tireurs. C'est peu et c'est énorme. C'est peu numériquement, mais c'est un changement considérable par rapport au passé. D'autant que tout ne se limite pas à la Knesset et qu'en Israël même des forces de contestation se rassemblent et grossissent. Le cas de « Shalom Archav » (« La paix maintenant ») est significatif : même s'il demeure imprécis sur le droit à l'autodétermination des Palestiniens et s'il le soumet à trop de conditions, il y a là une mobilisation imposante et pleine de promesses : la critique de la politique gouvernementale d'occupation de territoires par des dizaines de milliers de citoyens israéliens est, en soi, remarquable et peut, en outre, produire une dynamique décisive dans la voie de la double reconnaissance et de la paix.

Cela dit, aucune voix officielle israélienne n'a rompu avec la politique du passé. Aucun ministre en exercice, aucun diplomate, aucun fonctionnaire, aucun responsable qui exerce le pouvoir, personne parmi eux qui se soit joint à la minorité courageuse. Bien au contraire, le discours et la pratique du gouvernement demeurent rigidement fidèle aux anathèmes hérités du passé : OLP-assassin, Arafat-Hitler, un Etat palestinien-jamais, voilà les termes d'un credo et d'un programme négatif inlassablement répétés. Et on pousse parfois le cynisme ou la franchise jusqu'à reconnaître que même si l'OLP renonçait à la lutte armée et admettait officiellement l'existence d'Israël, ces concessions majeures ne changeraient rien à l'attitude de l'Etat hébreu.

Dont acte.

Quant au plan d'autonomie concocté par les Américains, les Egyptiens et les Israéliens, il apparaît de plus en plus pour ce qu'il est : non un pas vers la souveraineté palestinienne, mais une manière de parer à ce « danger » renforçant la présence militaire d'Israël dans les territoires occupés. Invoquer à cet égard des raisons de sécurité tient de l'irréalisme (qui croit encore à l'heure des missiles que la sécurité d'un pays tient au tracé de ses frontières ?) et de l'hypocrisie. M. Begin n'a-t-il pas déclaré en septembre 1978 : « Je crois de tout mon coeur que le peuple juif a un droit de

souveraineté sur ce territoire (la Cisjordanie) ainsi que sur Gaza. La bible nous donne ce droit » ? (*Le Monde*, 21.9.78)

Voici ce qu'il en est du côté israélien. Et, malheureusement l'opposition travailliste, à de très rares exceptions près, loin de critiquer cette intransigeance, se livre souvent à une surenchère qui l'a, par exemple, amenée à regretter les concessions faites aux Egyptiens par le gouvernement Begin. Et parmi les Palestiniens dont on s'évertue à souligner le radicalisme rigide et outrancier ? On connaît la position qu'ils ont très longtemps défendue : il faut que se substitue à Israël un Etat palestinien « démocratique et laïque » où « Musulmans, Juifs et chrétiens coexisteraient avec les mêmes droits ». Ne discutons pas ici du jugement qu'appelle cette attitude : généreuse, négatrice ou simplement irréaliste. Cette discussion est d'autant moins nécessaire que l'Organisation de Libération de la Palestine a pris ses distances à l'égard de ses ambitions d'antan. Elle a accepté, dans sa majorité, de créer un Etat dans « toute partie libérée de la Palestine », c'est-à-dire, en fait, dans la bande de Gaza, la Cisjordanie et la partie arabe de Jérusalem, provoquant l'opposition et l'indignation d'une série de pays arabes et d'organisations palestiniennes qui lui reprochent son « esprit capitulard ». Deux obstacles paraissent cependant entraver une négociation future : des déclarations parfois contradictoires des dirigeants de l'OLP et le maintien de sa charte fondamentale, rédigée en 1964.

L'encre qu'il a fallu pour rédiger cette charte est peu de chose en comparaison de celle qu'elle fait couler depuis. On y voit tour à tour une preuve d'aveuglement, d'obstination, d'hypocrisie et de fanatisme. Il est vrai qu'elle proclame, en substance, que l'Etat que prétend construire l'OLP doit remplacer Israël. Les sionistes répliquent qu'aussi longtemps que pareille charte subsiste, il ne saurait être question de négocier avec l'OLP. Jamais document ne paraît en tout cas avoir suscité autant d'indignation et autant de panique. Or s'il est vrai que le programme palestinien est très critiquable, je comprends mal le mélange de frayeur et de rage qu'il suscite dans les milieux pro-israéliens. Critiquable, il l'est à coup sûr, tant par certains de ses côtés irréalistes (défaut majeur pour un texte de portée politique) que pour quelques-unes de ses prétentions : vouloir définir ce qu'est ou ce que n'est pas le peuple juif et, davantage encore, demander au concert des nations d'interdire l'activité du mouvement sioniste. Pareille charte ne pourrait en aucun cas être une base de pourparlers et les Israéliens, qui, malgré leur politique quelquefois autodestructrice, ne sont pas prêts au suicide, *ont toutes les raisons du monde de la rejeter*.

Ces défauts majeurs une fois constatés, il faut se garder des pièges de l'indignation et de la démagogie. La charte de l'OLP est irréaliste jusqu'à friser l'absurde. Demande-t-on à un peuple totalement nié et dont la résistance, en 1964, se constitue à peine, de faire preuve de modération et de mesure ? Et comment s'offusquer du refus des Palestiniens de reconnaître Israël alors que ce dernier a, depuis toujours, pratiqué

vis-à-vis d'eux une politique où se conjuguent la négation méprisante et la spoliation systématique ? Enfin et surtout : à qui fera-t-on croire qu'un Etat comme Israël, avec son armée puissante et son allié superpuissant - les USA - s'effraie vraiment d'un parchemin plutôt jauni ? Aux naïfs. Mais les naïfs gagneraient à être plus lucides. D'autant que le refus des Palestiniens d'amender leur charte, à tout le moins désuète, s'explique aisément. Comme le faisait remarquer le *New York Times* du 2 mai 1978, la reconnaissance par l'OLP de l'Etat hébreu est « une carte vitale » qu'elle ne « jouerait que si Israël se déclare prêt à négocier avec elle comme représentant du peuple palestinien ». Tant qu'Israël s'y refuse, l'abandon ou l'amendement de la Charte renforcerait probablement les « durs » (FPLP, groupes extrémistes, Libye, Irak) qui critiquent l'OLP pour sa modération et ont beau jeu de répéter que sa « lâcheté » n'est pas payante puisqu'elle n'entame pas la rigidité des positions israéliennes.

Israël et ses amis, non contents de présenter la charte de l'OLP comme un obstacle majeur à la paix (comme si les belligérants, au moment de la négociation, n'avaient pas, depuis toujours, pour habitude de remiser aux accessoires leurs prétentions extrêmes ?), font beaucoup de cas de certaines déclarations palestiniennes. Il y est encore quelquefois question de la « destruction » d'Israël. Ou encore de considérer l'établissement de deux Etats comme une étape qui pourrait conduire à la réalisation de l'Etat palestinien unitaire. La bonne foi des critiques israéliens serait moins douteuse s'ils ne faisaient preuve en cette matière, d'une propension suspecte à ne retenir que les déclarations négatives et à taire systématiquement celles qui révèlent, au contraire, des dispositions conciliantes des leaders de l'OLP. N'est-ce pas le délégué de l'OLP aux Nations Unies qui a affirmé (*Le Monde* du 8 mai 1978) que « l'Etat d'Israël est un fait » et que « notre objectif n'est pas d'établir notre Etat sur tout le territoire palestinien » ? Silence sur cette proclamation. N'est-ce pas le président de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national palestinien qui confiait aux journalistes belges (*La Cité*, 30-4-1980) : « Nous ne pouvons reconnaître Israël tel qu'il se présente actuellement, c'est-à-dire mû par un sionisme qui vise à établir le "grand Israël". Mais si nous avons notre Etat, il est évident qu'il y aura deux Etats » ? Silence sur cette affirmation. Et n'est-ce pas Yasser Arafat lui-même qui déclarait à un journaliste du *New York Times* (2-5-1980) : « La seule solution possible au conflit du Moyen-Orient est la coexistence d'Israël et d'un Etat palestinien sous la garantie conjointe de l'URSS et des Etats-Unis » ? Mutisme sur cette déclaration pourtant capitale. On s'évertue ainsi à caricaturer l'Organisation de Libération de la Palestine et à la présenter comme un mouvement monolithique et destructeur. Or comme Arafat l'a lui-même reconnu, c'est au contraire un rassemblement qui a sa majorité - modérée - et sa minorité oppositionnelle et intransigeante. Tous ceux qui souhaitent un rapprochement entre le peuple israélien et le peuple palestinien devraient s'efforcer de renforcer l'aile modérée (et majoritaire) de l'OLP. L'intransigeance totale des successifs gouvernements

israéliens (pas d'Etat palestinien, pas de négociation avec l'OLP même si elle reconnaissait Israël) consolide au contraire le « front du refus ».

Il est en tout cas clair que ce rapprochement entre les peuples israélien et palestinien passe, juridiquement et politiquement, par l'établissement de deux Etats. Ils doivent coexister côte à côte et dans des conditions qui seront sans doute, pour un temps relativement long, difficiles en raison des problèmes hérités du passé et des méfiances accumulées. Mais on peut espérer que l'apaisement aidant, la détente et la paix produisant leurs effets, les deux nations établiront entre elles des liens de coopération plus étroits. Les Palestiniens prétendent actuellement conserver, comme objectif final, comme « rêve » disait Arafat, l'établissement d'une « Palestine démocratique et laïque », en ajoutant que ce projet n'a de sens que si sa réalisation est le résultat d'un consensus démocratique auquel les Israéliens souscriraient *librement*.

Dès lors qu'il exclut le recours à la violence, il n'est cependant pas scandaleux. Aujourd'hui tous ceux qui souhaitent une paix rapide au Moyen -Orient doivent, en tout cas, tenir pour impérieuse et urgente la création d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat israélien.

Je pourrais m'en tenir là et ne pas aller au-delà d'une perspective dont la réalisation, au demeurant, nécessite une lutte patiente et vigoureuse. Pour être complet, et complètement honnête, je dois cependant ajouter ceci : même si notre voeu et notre objectif se réalisaient et qu'existaient enfin un Etat israélien et un Etat palestinien, je ne suis pas sûr que la paix serait pour autant entièrement assurée. Chaque jour nous apporte en effet une information supplémentaire sur les discriminations qui frappent les Arabes en Israël, ceux-là mêmes que le général Avigdor Ben-Gal, commandant israélien de la région Nord, désignait récemment comme « un cancer dans le corps du pays » (*Le Monde diplomatique*, décembre 1979). Il y a quelques jours, par exemple, la presse nous apprenait que « la dernière famille arabe à vivre dans le nouveau quartier de Jérusalem » avait reçu des autorités « la notification irrévocable de son expropriation ». Avant elle deux mille autres familles avaient connu le même sort. Et le président de la Société de Rénovation du quartier ne faisait pas mystère des causes de cette expropriation : « une loi israélienne de 1968 fait de ce quartier un quartier juif ». (*Le Monde*, 28-2-1980).

De telles pratiques ne sont pas seulement injustes. Elles sont un ferment de tensions nouvelles. Quelles que soient les relations entre Etats - y compris entre l'Etat israélien et l'Etat palestinien de demain - elles hypothèqueront l'avenir du Moyen-Orient. Cet avenir ne sera de concorde et de fraternité que si se terminent les hostilités, que disparaissent les discriminations et que soient renvoyés aux « poubelles de l'histoire » les effets et les manifestations de préjugés et de haines qui, depuis trop longtemps, pourrissent les rapports entre Israéliens et Palestiniens ainsi que le dialogue entre Juifs et Arabes.

A ceux qui estiment cette perspective exagérément optimiste et pleine de risques (qui garantira le respect par les Palestiniens indépendants de leurs obligations envers Israël ? Question pertinente. Mais qui garantira le respect par les Israéliens de leurs engagements à eux envers les Palestiniens ? Autre question pertinente), je pose la question : votre supposé réalisme, quel est son fondement et à quoi mène-t-il ? Une méfiance érigée en système qui s'exprime par une politique de force au bout de laquelle il y a la guerre, dans sa Nième version, une victoire de plus qui, une fois de plus, ne résoudrait rien, ou une défaite désastreuse pour la nation israélienne. Voilà l'alternative : d'un côté, un risque qu'il faut reconnaître et s'efforcer de réduire ; de l'autre, une impasse qui pourrait s'avérer, pour tout le monde, suicidaire. L'ouverture ou le pourrissement ?

Mon choix est fait